

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/CTD/W/12/Rev.2

24 juillet 2002

(02-4105)

Comité du commerce et du développement  
Session extraordinaire

## PROJET DE RAPPORT AU CONSEIL GÉNÉRAL<sup>1</sup>

### Révision

#### I. INTRODUCTION

1. Au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha, les Ministres ont réaffirmé que "les dispositions relatives au traitement spécial et différencié font partie intégrante des Accords de l'OMC" et ont décidé que "toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié seront réexaminées en vue de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles". Ils ont aussi entériné le programme de travail sur le traitement spécial et différencié exposé dans la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre et, conformément au paragraphe 12.1 de cette décision, ont donné pour instruction au Comité du commerce et du développement (CCD):

- "i) d'identifier les dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui sont déjà de nature impérative et celles qui sont de caractère non contraignant, d'examiner les conséquences juridiques et pratiques, pour les Membres développés et en développement, de la conversion des mesures relatives au traitement spécial et différencié en dispositions impératives, d'identifier les dispositions qui, selon les Membres, devraient être rendues impératives, et de faire rapport au Conseil général en formulant des recommandations claires en vue d'une décision d'ici à juillet 2002;
- ii) d'examiner des moyens additionnels de rendre plus effectives les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, d'examiner les moyens, y compris l'amélioration des flux d'informations, qui permettraient d'aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, à mieux utiliser les dispositions relatives au traitement spécial et différencié et de faire rapport au Conseil général en formulant des recommandations claires en vue d'une décision d'ici à juillet 2002; et
- iii) d'examiner, dans le cadre du programme de travail adopté à la quatrième session de la Conférence ministérielle, comment le traitement spécial et différencié peut être incorporé dans l'architecture des règles de l'OMC".

2. Conformément à ce mandat, le Comité des négociations commerciales (CNC) est convenu, lors de la réunion qu'il a tenue les 28 janvier et 1<sup>er</sup> février 2002, que "[l]e réexamen de toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié en vue de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles, prévu au paragraphe 44 de la Déclaration

---

<sup>1</sup> Le présent rapport n'est pas censé constituer une compilation exhaustive de toutes les questions qui ont été soulevées. Il ne préjuge pas non plus de la position des Membres sur ces questions.

ministérielle, sera effectué par le Comité du commerce et du développement dans le cadre de sessions extraordinaires".

3. La session extraordinaire du CCD a donc été établie, et l'Ambassadeur Ransford Smith (Jamaïque) en a été élu Président. Elle a tenu sa première réunion le 5 mars 2002, laquelle a été suivie de cinq réunions plus formelles et de plusieurs réunions informelles. Un certain nombre de communications ont été présentées; elles sont énumérées à l'annexe I.

## II. QUESTIONS TRANSVERSALES

4. Un certain nombre de questions transversales systémiques et institutionnelles ont été soulevées tant dans les communications des Membres qu'au cours des discussions qui ont eu lieu à leur sujet. Il s'agissait, entre autres, de questions relatives aux principes et objectifs du traitement spécial et différencié, y compris l'utilité d'une définition et d'une interprétation plus claires de ces principes pour évaluer le caractère effectif des dispositions relatives au traitement spécial et différencié; à une structure des droits et obligations à un ou plusieurs niveaux; à la cohérence; à la fixation de points de repère; à l'assistance technique et au renforcement des capacités; aux périodes de transition; aux préférences commerciales; à l'utilisation; et au traitement universel ou différencié, y compris la gradation. Une liste de ces questions avec la mention des communications écrites qui s'y rapportent se trouve à l'annexe II. La plupart de ces questions ont été discutées, mais certains Membres ont considéré qu'il s'agissait de questions importantes et, dans certains cas, fondamentales, sur lesquelles il faudrait se pencher et qu'il faudrait examiner de manière plus approfondie. D'autres Membres ont indiqué qu'ils examineraient si ces questions relevaient du mandat énoncé au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha et au paragraphe 12 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre.

5. En outre, la session extraordinaire a procédé à un échange de vues sur la communication du Paraguay concernant la Clause d'habilitation, et un certain nombre de questions systémiques qui en découlaient. Dans cette communication, le Paraguay proposait que le traitement préférentiel, sauf pour les pays les moins avancés (PMA), soit accordé sur une base universelle et non discriminatoire, et s'inquiétait de ce que le non-respect de la Clause d'habilitation, y compris par le biais des dérogations, se traduisait par un traitement discriminatoire. Par ailleurs, un certain nombre de pays étaient d'avis que certains Membres avaient des besoins et des vulnérabilités particulières qui exigeaient un traitement préférentiel et que les règles de l'OMC prévoyaient le recours à un traitement non universel, y compris par le biais de dérogations. Ces Membres ont dit qu'il fallait une certaine flexibilité pour pouvoir traiter réellement les contraintes et situations de différents pays en développement. Toutefois, d'autres Membres ont souligné que le traitement spécial et différencié ne devait pas être accordé d'une manière qui soit préjudiciable aux intérêts de tout pays en développement. Et certains ont souligné la nécessité de mettre en œuvre la Clause d'habilitation conformément au paragraphe 12.2 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre. À la suite de la communication initiale et des discussions, d'autres communications écrites ont été présentées par le pays auteur et un autre Membre.

6. Un certain nombre de questions institutionnelles transversales ont aussi été soulevées. Un débat préliminaire a eu lieu à leur sujet, y compris sur les questions suivantes: i) un mécanisme de surveillance; ii) une session extraordinaire annuelle du Conseil général consacrée à la participation des PMA; iii) un mécanisme dans le cadre du Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement; et iv) des propositions sur l'assistance technique et la formation.

7. La proposition tendant à créer un mécanisme de surveillance a été faite par le Groupe africain. Aux yeux du Groupe, les principales fonctions de ce mécanisme seraient, entre autres, i) l'évaluation régulière de l'utilisation et du caractère effectif des dispositions relatives au traitement spécial et différencié, afin de s'assurer qu'elles sont dûment utilisées et que tout problème qui se présente est

réellement résolu, et ii) la mise en place d'un cadre pour proposer et examiner des recommandations que le CCD pourrait faire aux Membres sur le respect des obligations énoncées dans les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, ainsi que sur les meilleures pratiques pour l'utilisation de ces dispositions. L'idée a rallié un large soutien, même s'il était évident qu'il faudrait discuter plus avant du fonctionnement et de la structure d'un tel mécanisme.

8. La proposition relative à une session extraordinaire annuelle du Conseil général consacrée à la participation des PMA au système commercial multilatéral a été faite par le Groupe des PMA. Le Groupe a proposé que l'ordre du jour d'une telle session inclue les points suivants: i) mise en œuvre de la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés et de ses objectifs généraux en faveur des PMA; ii) examen de la mise en œuvre des dispositions spécifiques relatives au traitement spécial et différencié inscrites dans les Accords, décisions et déclarations de l'OMC; et iii) examen global du traitement spécial et différencié. Certains Membres ont estimé que, si un mécanisme de surveillance était établi, son rôle et ses fonctions pourraient englober ceux qui étaient visés avec la tenue proposée d'une session extraordinaire annuelle, encore qu'on ait souligné que cela devrait se faire sans que soient minimisées les préoccupations des PMA. D'autres ont estimé que les diverses propositions ainsi que leur rôle et leurs fonctions devraient être évalués dans le cadre de dispositifs existants tels que le Sous-Comité des pays les moins avancés et le Cadre intégré.

9. Enfin, le Groupe africain a proposé la création d'un mécanisme dans le cadre du Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement, afin d'assurer le soutien/l'appui financier nécessaire à une utilisation effective des dispositions relatives au traitement spécial et différencié contenues dans les divers Accords; ce mécanisme serait un arrangement financier permanent pour les dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Il y a eu un examen initial de cette question, mais on a estimé d'une manière générale qu'un examen approfondi, en vue de formuler des recommandations claires, nécessiterait plus de temps. Le Groupe africain définissait aussi dans les annexes de sa communication des critères concernant l'assistance technique et financière et la formation. Il a été proposé que ceux-ci devraient être examinés plus avant dans le cadre de l'élaboration des Plans d'assistance technique.

### **III. PROPOSITIONS ET QUESTIONS AXÉES SUR DES ACCORDS PARTICULIERS**

10. Un certain nombre de propositions ont été présentées au sujet de dispositions particulières des Accords, Mémoires d'accord et Décisions, pour examen dans le contexte du mandat énoncé au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha et au paragraphe 12 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre. Un tableau synoptique indiquant les propositions faites au sujet de dispositions particulières contenues dans les divers Accords se trouve à l'annexe III.

11. Ces propositions ont été présentées, et certains éclaircissements ont été donnés durant les discussions. Plusieurs Membres ont invoqué le grand nombre de propositions axées sur des accords particuliers (environ 80), ce qu'ils voyaient comme la complexité et les conséquences possibles de certaines d'entre elles, la nécessité d'examiner au cas par cas les conséquences juridiques et pratiques et le manque de temps comme autant des facteurs qui les empêchaient de faire plus que de procéder à un examen préliminaire de bon nombre de propositions. Certains ont indiqué que les propositions étaient encore en cours d'examen par les autorités dans leur capitale. Une autre considération soulevée par certains Membres a été qu'il fallait, à leur avis, un examen de certaines questions transversales et systémiques pour faciliter leur examen des propositions axées sur des accords particuliers. Une autre question soulevée a été la nécessité d'assurer une complémentarité et une coordination entre les travaux de la session extraordinaire et les travaux d'autres organes, tant ceux auxquels participaient ordinairement des experts dans des domaines techniques que d'autres organes qui menaient des négociations dans des domaines au sujet desquels des propositions avaient aussi été présentées à la session extraordinaire.

12. Un grand nombre de délégations se sont dites préoccupées par l'insuffisance des progrès accomplis, selon elles, dans l'examen des propositions axées sur des accords particuliers et la prise de décisions à leur sujet. Elles estimaient que des progrès auraient pu être faits en ce qui concerne au moins certaines de ces propositions et que les propositions axées sur des accords particuliers devraient faire l'objet de décisions avant que les questions transversales ne soient traitées. D'autres, invoquant les facteurs susmentionnés, ont estimé qu'il fallait plus de temps et des discussions plus approfondies.

13. Des travaux détaillés et intensifs sont encore nécessaires à cet égard.

#### **IV. LA VOIE À SUIVRE**

14. Les Ministres ont chargé le CCD de "faire rapport au Conseil général en formulant des recommandations claires en vue d'une décision d'ici à juillet 2002". Un grand nombre de questions, dont certaines sont complexes, ont été soulevées, tant dans les communications écrites que dans les discussions qui ont suivi et, même si quelques recommandations peuvent être formulées, il reste encore beaucoup à faire avant que les Membres ne s'entendent sur des recommandations claires dans un certain nombre de domaines, conformément au mandat énoncé par les Ministres. Il est donc recommandé que le Conseil général donne pour instruction à la session extraordinaire du CCD de s'employer sans tarder à exécuter son mandat, énoncé au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha et au paragraphe 12 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, et d'achever ses travaux de manière à pouvoir faire rapport au Conseil général avec des recommandations claires en vue d'une décision d'ici au 31 décembre 2002.

15. Il est recommandé que la session extraordinaire du CCD reçoive pour instruction de poursuivre, dans le cadre des paramètres du mandat énoncé au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha et au paragraphe 12 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, l'analyse et l'examen des diverses propositions et questions axées sur des accords particuliers qui ont été soulevées dans les communications écrites et les discussions, et de le faire:

- a) sur la base d'un classement possible de ces propositions pour examen dans des groupes appropriés;
- b) en utilisant, selon qu'il sera approprié, les compétences existant dans d'autres organes et groupes de négociation de l'OMC et en facilitant ce processus en demandant et en recevant les rapports de ces organes et, dans les cas où cela sera possible, en tenant les réunions de la session extraordinaire de manière qu'elles coïncident avec celles de ces organes et groupes.

Les Membres devraient apporter des réponses détaillées aux diverses propositions axées sur des accords particuliers pour le 31 octobre 2002.

16. Il est recommandé en outre que la session extraordinaire du CCD reçoive pour instruction de poursuivre dans le même temps, dans le cadre des paramètres du mandat énoncé au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha et au paragraphe 12 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, l'analyse et l'examen des diverses questions et propositions transversales qui ont été soulevées dans les communications écrites et les discussions.

17. Il est recommandé que le Conseil général convienne d'établir un mécanisme de surveillance pour le traitement spécial et différencié et donne pour instruction à la session extraordinaire du CCD de définir, pour approbation par le Conseil, les fonctions, la structure et le mandat de ce mécanisme, compte tenu des propositions faites par le Groupe africain, et des discussions qui ont eu lieu à ce sujet aux sessions extraordinaires du CCD.

18. Il est recommandé que le Conseil général donne aussi pour instruction à la session extraordinaire du CCD i) de poursuivre l'examen des autres propositions concernant les arrangements institutionnels présentées par le Groupe africain et le Groupe des PMA, et ii) de présenter des propositions sur les critères concernant l'assistance technique et financière et la formation, visés au paragraphe 9 ci-dessus, au CCD réuni en session ordinaire, en vue de l'inclusion de tous éléments convenus dans les futurs Plans d'assistance technique, sans préjudice d'un examen complémentaire des Annexes pertinentes aux sessions extraordinaires du CCE.

19. Il est recommandé que le Conseil général donne en outre pour instruction à la session extraordinaire du CCD d'examiner aussi comment le traitement spécial et différencié peut être incorporé dans l'architecture des règles de l'OMC, conformément au paragraphe 12.1 iii) de la Décision ministérielle sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre.

## ANNEXE I

Communications reçues à la session extraordinaire du  
Comité du commerce et du développement  
Avril-juillet 2002

- TN/CTD/W/1: communication de Cuba, de la République dominicaine, du Honduras, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kenya, du Pakistan, de Sri Lanka, de la Tanzanie et du Zimbabwe
- TN/CTD/W/2: communication de Cuba, de la République dominicaine, de l'Égypte, du Honduras, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kenya, de Maurice, du Pakistan, de Sri Lanka, de la Tanzanie et du Zimbabwe
- TN/CTD/W/3/Rev.1, TN/CTD/W/3/Rev.2 et TN/CTD/W/3/Rev.1/Add.1: communication du Groupe africain
- TN/CTD/W/4 et TN/CTD/W/4/Add.1: communication des PMA
- TN/CTD/W/5, TN/CTD/W/5/Add.1 et TN/CTD/W/5/Add.2: communication du Paraguay
- TN/CTD/W/6: communication de l'Inde
- TN/CTD/W/7: communication de la Thaïlande
- TN/CTD/W/8: communication de Sainte-Lucie
- TN/CTD/W/9: communication des États-Unis
- TN/CTD/W/10: communication de la Hongrie
- TN/CTD/W/11: communication du Japon

## ANNEXE II

TABLEAU INDIQUANT LES COMMUNICATIONS PRÉSENTÉES PAR  
CERTAINS MEMBRES SUR LES QUESTIONS TRANSVERSALES

| QUESTION  | AUTEURS DES PROPOSITIONS ET<br>COTES DES DOCUMENTS             |
|---|--|
| <b>Principes et objectifs</b>   | Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1 et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2      |
|   | Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1/Add.1                       |
|   | PMA – TN/CTD/W/4   |
|   | États-Unis – TN/CTD/W/9  |
|   | Japon – TN/CTD/W/11  |
|   |  |
| <b>Structure de droits et d'obligations à un, deux ou<br/>plusieurs niveaux?</b>                    | Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1 et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2      |
|   | PMA – TN/CTD/W/4   |
|   |  |
| <b>Cohérence</b>  | Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1 et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2      |
|   | PMA – TN/CTD/W/4   |
|   |  |
| <b>Points de repère</b>   | PMA – TN/CTD/W/4   |
|   |  |
| <b>Assistance technique et renforcement des<br/>capacités</b>                                       | Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1 et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2      |
|   | États-Unis – TN/CTD/W/9  |
|   | Japon – TN/CTD/W/11  |
|   |  |
| <b>Périodes de transition</b>   | Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1 et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2      |
|   | États-Unis – TN/CTD/W/9  |
|   |  |
| <b>Utilisation</b>  | États-Unis – TN/CTD/W/9  |
|   | Japon – TN/CTD/W/11  |
|   |  |
| <b>Préférences commerciales</b> et questions connexes,<br>y compris la <u>Clause d'habilitation</u> | Paraguay – TN/CTD/W/5, TN/CTD/W/5/Add.1 et<br>TN/CTD/W/5/Add.2 |
|   | Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1 et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2      |
|   | PMA – TN/CTD/W/4/Add.1   |
|   | Hongrie – TN/CTD/W/10  |
|   |  |

| QUESTION                                 | AUTEURS DES PROPOSITIONS ET<br>COTES DES DOCUMENTS        |
|--|---|
| Traitement universel ou différencié?     | Groupe africain – TN/CTD/W/3/Rev.1 et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
|  |   |
| Questions concernant la <b>gradation</b> | États-Unis – TN/CTD/W/9                                   |
|  |   |



ANNEXE III

**TABLEAU INDICANT LES COMMUNICATIONS PRÉSENTÉES PAR  
CERTAINS MEMBRES SUR LES ACCORDS ET DÉCISIONS  
AU 23 JUILLET 2002**

| ACCORD ET ARTICLE/<br>PARAGRAPHE  | NOMBRE DE<br>PROPOSITIONS | AUTEURS DES<br>PROPOSITIONS | COTES DES<br>DOCUMENTS                     |
|---|---------------------------|-----------------------------|--|
| <b>ACCORD GÉNÉRAL SUR LES<br/>TARIFS DOUANIERS ET LE<br/>COMMERCE DE 1994 (GATT<br/>DE 1994)</b>  |                           |                             |  |
| Totalité de l'Accord  | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| Article XVIII:A   | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| Article XVIII:B   | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| Article XVIII:C   | 2                         | Sainte-Lucie<br>PMA         | TN/CTD/W/8<br>TN/CTD/W/4/Add.1             |
| Article XXXVI   | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| Article XXXVII  | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| Article XXXVIII   | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| <b>MÉ MORANDUM D'ACCORD SUR<br/>L'INTERPRÉTATION DE<br/>L'ARTICLE II:1 B) DU GATT<br/>DE 1994</b> |                           |                             |  |
| Proposition   | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| <b>MÉ MORANDUM D'ACCORD SUR<br/>L'INTERPRÉTATION DE<br/>L'ARTICLE XVII DU GATT<br/>DE 1994</b>    |                           |                             |  |
| Proposition   | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |

| ACCORD ET ARTICLE/<br>PARAGRAPHE   | NOMBRE DE<br>PROPOSITIONS | AUTEURS DES<br>PROPOSITIONS | COTES DES<br>DOCUMENTS  |
|--|---------------------------|-----------------------------|---|
| <b>MÉ MORANDUM D'ACCORD SUR<br/>LES DISPOSITIONS DU GATT<br/>DE 1994 RELATIVES À LA<br/>BALANCE DES PAIEMENTS</b>  |                           |                             |   |
| Paragraphe 8   | 1                         | PMA                         | TN/CTD/W/4/Add.1  |
| Proposition  | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                      |
| <b>MÉ MORANDUM D'ACCORD SUR<br/>L'INTERPRÉTATION DE<br/>L'ARTICLE XXIV DU GATT<br/>DE 1994</b>                     |                           |                             |   |
| Proposition  | 2                         | Groupe africain<br>PMA      | TN/CTD/W/3/Rev.1,<br>TN/CTD/W/3/Rev.2<br>et<br>TN/CTD/W/4/Add.1 |
| <b>MÉ MORANDUM D'ACCORD<br/>CONCERNANT LES<br/>DÉ ROGATIONS AUX<br/>OBLIGATIONS DÉ COULANT DU<br/>GATT DE 1994</b> |                           |                             |   |
| Proposition  | 2                         | Groupe africain<br>PMA      | TN/CTD/W/3/Rev.1,<br>TN/CTD/W/3/Rev.2<br>et<br>TN/CTD/W/4/Add.1 |
| <b>MÉ MORANDUM D'ACCORD SUR<br/>L'INTERPRÉTATION DE<br/>L'ARTICLE XXVIII DU GATT<br/>DE 1994</b>                   |                           |                             |   |
| Paragraphe 1   | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                      |
| <b>ACCORD SUR L'AGRICULTURE</b>  |                           |                             |   |
| Article 6:2  | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                      |
| Article 14   | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                      |
| Article 15:1   | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                      |
| Article 15:2   | 2                         | Groupe africain<br>PMA      | TN/CTD/W/3/Rev.1,<br>TN/CTD/W/3/Rev.2<br>et<br>TN/CTD/W/4       |

| <b>ACCORD ET ARTICLE/<br/>PARAGRAPHE</b>   | <b>NOMBRE DE<br/>PROPOSITIONS</b> | <b>AUTEURS DES<br/>PROPOSITIONS</b>                     | <b>COTES DES<br/>DOCUMENTS</b>                            |
|--|-----------------------------------|---|---|
| <b>ACCORD SUR L'APPLICATION<br/>DES MESURES SANITAIRES ET<br/>PHYTOSANITAIRES (SPS)</b>                                  |                                   |   |   |
| Article 9:2  | 2                                 | Groupe partageant<br>les mêmes idées<br>Groupe africain | TN/CTD/W/2,<br>TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| Article 10:1   | 2                                 | Groupe partageant<br>les mêmes idées<br>Groupe africain | TN/CTD/W/2,<br>TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| Article 10:2 et paragraphe 3.1 de la<br>Décision sur les questions et<br>préoccupations liées à la mise en œuvre         | 1                                 | Inde  | TN/CTD/W/6  |
| Article 10:3   | 1                                 | Groupe africain   | TN/CTD/W/2,<br>TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| Article 10:4 et voir le paragraphe 3.5<br>de la Décision sur les questions et<br>préoccupations liées à la mise en œuvre | 1                                 | Inde  | TN/CTD/W/6  |
| Article 10:4   | 1                                 | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                |
| <b>ACCORD SUR LES TEXTILES ET<br/>LES VÊTEMENTS</b>  |                                   |   |   |
| Paragraphe 2 de l'article premier et<br>paragraphe 18 de l'article 2   | 1                                 | PMA   | TN/CTD/W/4/Add.1  |
| Articles 2:18 et 6:6   | 1                                 | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                |
| <b>ACCORD SUR LES OBSTACLES<br/>TECHNIQUES AU COMMERCE<br/>(OTC)</b>   |                                   |   |   |
| Articles 11 et 12  | 1                                 | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                |
| Article 12.3   | 1                                 | Groupe partageant<br>les mêmes idées                    | TN/CTD/W/2  |
| <b>ACCORD SUR LES MESURES<br/>CONCERNANT LES<br/>INVESTISSEMENTS ET LIÉES<br/>AU COMMERCE (MIC)</b>                      |                                   |   |   |
| Totalité de l'Accord   | 1                                 | PMA   | TN/CTD/W/4  |

| <b>ACCORD ET ARTICLE/<br/>PARAGRAPHE</b>  | <b>NOMBRE DE<br/>PROPOSITIONS</b> | <b>AUTEURS DES<br/>PROPOSITIONS</b> | <b>COTES DES<br/>DOCUMENTS</b>             |
|---|-----------------------------------|-------------------------------------|--|
| Article 3   | 1                                 | Groupe africain                     | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| Article 4   | 1                                 | Groupe africain                     | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| Article 5:3   | 1                                 | Groupe africain                     | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| <b>ACCORD SUR LA MISE EN<br/>ŒUVRE DE L'ARTICLE VI DU<br/>GATT DE 1994 (ACCORD<br/>ANTIDUMPING)</b>                 |                                   |                                     |  |
| Article 15  | 1                                 | Groupe africain                     | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| <b>ACCORD SUR LA MISE EN<br/>ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DU<br/>GATT DE 1994 (ACCORD SUR<br/>L'ÉVALUATION EN DOUANE)</b> |                                   |                                     |  |
| Article 20:1 et 20:2  | 1                                 | Groupe africain                     | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| Article 20:3  | 1                                 | Groupe africain                     | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| <b>ACCORD SUR L'INSPECTION<br/>AVANT EXPÉDITION</b>   |                                   |                                     |  |
| Article 3:3   | 1                                 | Groupe africain                     | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| <b>ACCORD SUR LES RÈGLES<br/>D'ORIGINE</b>  |                                   |                                     |  |
| Proposition   | 1                                 | Groupe africain                     | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| <b>ACCORD SUR LES PROCÉDURES<br/>DE LICENCES D'IMPORTATION</b>  |                                   |                                     |  |
| Article 1:2   | 1                                 | Groupe africain                     | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| Article 3:5   | 1                                 | Groupe africain                     | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| Article 3:5 a) iv)  | 1                                 | Thaïlande                           | TN/CTD/W/7                                 |

| ACCORD ET ARTICLE/<br>PARAGRAPHE   | NOMBRE DE<br>PROPOSITIONS | AUTEURS DES<br>PROPOSITIONS   | COTES DES<br>DOCUMENTS  |
|--|---------------------------|---|---|
| Article 3:5 j)   | 1                         | Inde  | TN/CTD/W/6  |
| <b>ACCORD SUR LES<br/>SUBVENTIONS ET LES<br/>MESURES COMPENSATOIRES</b>  |                           |   |   |
| Paragraphe 1 de l'article 21 et<br>paragraphe 4 de l'article III du GATT<br>de 1994 (et paragraphes 1 b) et 27.3 de<br>l'Accord sur les subventions) | 1                         | PMA   | TN/CTD/W/4  |
| Article 27.1   | 2                         | Groupe partageant<br>les mêmes idées<br>(ne comprenant <u>pas</u><br>l'Égypte et<br>Maurice)<br>Groupe africain | TN/CTD/W/1,<br>TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2       |
| Article 27.4   | 1                         | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                      |
| Article 27.8   | 1                         | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                      |
| Article 27.9   | 1                         | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                      |
| Article 27.13  | 1                         | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                      |
| Article 27.15  | 1                         | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                      |
| <b>ACCORD SUR LES<br/>SAUVEGARDES</b>  |                           |   |   |
| Article 9:1 et 9:2   | 1                         | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                      |
| <b>ACCORD GÉNÉRAL SUR LE<br/>COMMERCE DES SERVICES<br/>(AGCS)</b>  |                           |   |   |
| Article IV   | 2                         | Groupe africain<br>PMA  | TN/CTD/W/3/Rev.1,<br>TN/CTD/W/3/Rev.2<br>et<br>TN/CTD/W/4/Add.1 |
| Article IV:1   | 1                         | PMA   | TN/CTD/W/4/Add.1  |
| Article IV:2   | 1                         | PMA   | TN/CTD/W/4/Add.1  |
| Article IV:3   | 1                         | PMA   | TN/CTD/W/4/Add.1  |

| <b>ACCORD ET ARTICLE/<br/>PARAGRAPHE</b>  | <b>NOMBRE DE<br/>PROPOSITIONS</b> | <b>AUTEURS DES<br/>PROPOSITIONS</b>                     | <b>COTES DES<br/>DOCUMENTS</b>                            |
|---|-----------------------------------|---|---|
| Article V:3   | 1                                 | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                |
| Article XXV   | 1                                 | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                |
| <b>Annexe sur les télécommunications</b>  |                                   |   |   |
| Paragraphe 6  | 1                                 | PMA   | TN/CTD/W/4/Add.1  |
| <b>ACCORD SUR LES ASPECTS DES<br/>DROITS DE PROPRIÉTÉ<br/>INTELLECTUELLE QUI<br/>TOUCHENT AU COMMERCE<br/>(ADPIC)</b>                       |                                   |   |   |
| Articles 65, 66:1, 70:8 et 70:9   | 1                                 | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                |
| Articles 7, 8 et 66:2   | 1                                 | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                |
| Article 66:1  | 1                                 | PMA   | TN/CTD/W/4/Add.1  |
| Article 67  | 1                                 | PMA   | TN/CTD/W/4/Add.1  |
| <b>MÉ MORANDUM D'ACCORD SUR<br/>LES RÈ GLES ET PROCÉ DURES<br/>RÉ GISSANT LE RÈ GLEMENT<br/>DES DIFFÉ RE NDS<br/>(MÉ MORANDUM D'ACCORD)</b> |                                   |   |   |
| Article 4:10  | 2                                 | Inde<br>Groupe africain                                 | TN/CTD/W/6,<br>TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| Article 8:10  | 1                                 | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                |
| Article 12:10   | 2                                 | Groupe partageant<br>les mêmes idées<br>Groupe africain | TN/CTD/W/2,<br>TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2 |
| Article 12:11   | 1                                 | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                |
| Article 21:2  | 1                                 | Inde  | TN/CTD/W/6  |
| Article 21:2, 21:7 et 21:8  | 1                                 | Groupe africain   | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                |

| ACCORD ET ARTICLE/<br>PARAGRAPHE   | NOMBRE DE<br>PROPOSITIONS | AUTEURS DES<br>PROPOSITIONS | COTES DES<br>DOCUMENTS   |
|--|---------------------------|-----------------------------|--|
| Article 24:1   | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                                     |
| <b>DÉCISION SUR LES MESURES<br/>EN FAVEUR DES PAYS LES<br/>MOINS AVANCÉS</b>   |                           |                             |  |
| Paragraphe 1   | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                                     |
| Paragraphe 2   | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                                     |
| Paragraphe 2 ii)   | 1                         | PMA                         | TN/CTD/W/4   |
| <b>DÉCISION SUR LES MESURES<br/>CONCERNANT LES EFFETS<br/>NÉGATIFS POSSIBLES DU<br/>PROGRAMME DE RÉFORME<br/>SUR LES PAYS LES MOINS<br/>AVANCÉS ET LES PAYS EN<br/>DÉVELOPPEMENT<br/>IMPORTATEURS NETS DE<br/>PRODUITS ALIMENTAIRES</b>          |                           |                             |  |
| Proposition  | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                                     |
| <b>DÉCISION CONCERNANT LE<br/>TRAITEMENT DIFFÉRENCIÉ ET<br/>PLUS FAVORABLE, LA<br/>RÉCIPROCITÉ ET LA<br/>PARTICIPATION PLUS<br/>COMPLÈTE DES PAYS EN VOIE<br/>DE DÉVELOPPEMENT (CLAUDE<br/>D'HABILITATION): DÉCISION<br/>DU 28 NOVEMBRE 1979</b> |                           |                             |  |
| Paragraphe 1 et 2 d)   | 1                         | PMA                         | TN/CTD/W/4/Add.1   |
| Paragraphe 3 d)  | 1                         | PMA                         | TN/CTD/W/4/Add.1   |
| Proposition  | 1                         | Groupe africain             | TN/CTD/W/3/Rev.1<br>et<br>TN/CTD/W/3/Rev.2                                     |
| Totalité de la Décision  | 2                         | Paraguay<br><br>PMA         | TN/CTD/W/5,<br>TN/CTD/W/5/Add.1,<br>TN/CTD/W/5/Add.2<br>et<br>TN/CTD/W/4/Add.1 |

**Note:** Les dispositions énumérées aux annexes III et IV des documents TN/CTD/W/3/Rev.1 et TN/CTD/W/3/Rev.2 ne sont pas mentionnées dans ce tableau.